

CLÔTURE DE LA SESSION DU CONSEIL NATIONAL DU FLN

Hadjar est passé par là !

Le Conseil national du FLN (Front de libération nationale) a clôturé sa session ordinaire, hier à l'hôtel El-Aurassi à Alger avec, comme prévu, une motion spéciale pour la candidature de Abdelaziz Bouteflika à la prochaine présidentielle.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Le Conseil national (du FLN) soutient la candidature du moudjahid militant le frère Abdelaziz Bouteflika à la future élection présidentielle.»

Telle est la formule choisie «sciemment» par l'ex-parti unique. Belkhadem

s'explique : «La sémantique a son importance. Cette formule est sciemment choisie et nous avons pesé chaque mot, le FLN étant un parti qui cumule 54 ans d'expérience politique.

Il ne fallait pas que Bouteflika apparaisse enfermé comme simple candidat du FLN. Pour le

moment, nous soutenons le citoyen Abdelaziz Bouteflika et, une fois que ce dernier se prononce officiellement et se porte candidat, l'instance exécutive du parti a délégation du conseil national pour se réunir en session extraordinaire pour valider ladite candidature.»

C'est la première fois que l'on tente de mettre un semblant de «formes» dans cette affaire de soutien au «non-candidat d'ores et déjà gagnant» de la future présidentielle. Un appel à la modération émanant de là où l'on pouvait s'y attendre le moins : Abdelkader Hadjar !

L'actuel ambassadeur d'Algérie au Caire, l'un des soutiens les plus indéfectibles qui soit à Bouteflika, surprendra tout son monde par une intervention qui cassera net l'unanimité ambiante.

«Sommes-nous à ce point devenus un parti de simples souteneurs et d'en-



Photo: Samir Sid

ceuseurs ?! Nous sommes un parti politique et nous ne sommes pas obligés de tout soutenir et d'applaudir à tout ! Parfois, il nous faut exprimer notre opposition à certaines questions (...) Et puis c'est quoi cette confusion entre le programme présidentiel, celui du gouvernement et celui du parti

? Un parti doit avoir son propre programme politique en toute circonstance.» Jamais, depuis février 2005, date du «redressement» du FLN dans lequel

Hadjar a pourtant joué un rôle de premier ordre, pareille position n'avait été exprimée aussi crûment au cœur même du parti.

K. A.

«Présider le gouvernement ? Quelle importance depuis le 12 novembre ?»

«Exiger le poste de Premier ministre pour le FLN ? Non ça ne m'intéresse pas.» La phrase est de Belkhadem annoncée lors de sa conférence de presse à l'issue des travaux du conseil national du FLN. L'ancien chef du gouvernement ajoute avec un sourire narquois : «Et puis, vous savez très bien que la fonction n'a plus de grande importance depuis le 12 novembre dernier.»

K. A.

Ghoulamallah : «Fructifier les biens wakfs»

Le département des affaires religieuses et des wakfs veut fructifier ses biens et assurer une bonne gestion de son patrimoine mobilier. C'est ce qu'a déclaré le premier responsable du département à l'occasion d'une rencontre de deux journées sur la gestion des biens wakfs à Dar-el-Imam de Mohammadia.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ainsi, le directeur en charge des wakfs, M. Boukarouata a interpellé les directeurs de wilaya pour «fournir et consacrer plus d'efforts pour une parfaite gestion des biens et wakfs».

M. Boukarouata a sommé les 48 directeurs de wilaya des biens et wakfs «de reprendre la situation en main et de revoir la gestion des biens et wakfs pour leur redonner leur véritable dimension». «Que chacun assume ses responsabilités», a averti M. Boukarouata.

Selon ce responsable, «malgré les efforts tant au niveau central que local, des insuffisances importantes ont été enregistrées, contrariant considérablement les objectifs fixés».

L'intervenant, qui a dressé un état des lieux critique, a mis en exergue le «travail important et méritoire des directions de wilaya de Batna, de Mascara et d'Alger, alors que le reste des wilayas accusent un déficit crucial dans ce domaine» et d'ajouter : «La location des wakfs est importante, voire

vitale pour notre département. Mais, il est inconcevable qu'un appartement de type F3 appartenant aux biens wakfs soit loué à hauteur de 100 DA/mois».

Ces deux journées d'étude organisées par le département des affaires religieuses et des wakfs se veulent une occasion d'évaluer les démarches entreprises par ce secteur.

A ce titre, il a été indiqué que le ministre compte confier à deux bureaux d'étude algériens une mission d'identification de tous les biens wakfs dans le but de les capitaliser au maximum.

«Avant 1998, les recettes des wakfs n'ont engendré que 5 millions de dinars alors qu'aujourd'hui, elles sont passées à 80 millions de dinars», a indiqué M. Boukarouata, qui a aussi ajouté «qu'il sera procédé, prochainement, à la création d'un office ou d'une structure de ce genre pour la gestion des biens wakfs.

L'administration n'est plus en mesure de gérer cette question.

La gestion des biens wakfs nécessite la mise en



Photo: Samir Sid

place d'une telle structure», a souligné M. Ghoulamallah. Il est à noter qu'il existe en Algérie 15 000 mosquées, dont 138 historiques, 328 zaouïas, 2 870 écoles coraniques et 2 344 petites écoles coraniques.

La wilaya de Tizi-Ouzou arrive en tête avec 738 mosquées alors que la wilaya de Tindouf arrive au bas du tableau avec 15 lieux de culte.

A noter que les biens wakfs sont notamment les propriétés foncières régies par le ministère des Affaires religieuses et qui

recouvrent notamment les terrains des 15 000 mosquées, des mausolées, zaouïas, des 2 400 cimetières musulmans et des 800 cimetières non musulmans, des lieux de culte chrétiens ou israélites, etc.

Le ministère des Affaires religieuses a enregistré, «jusqu'à fin 2005», 1 140 locaux commerciaux, 2 619 logements et 618,7 ha de terres relevant des biens wakfs.

Il faut ajouter également à ce patrimoine 1 555 arbres divers, 3 816 palmiers et 7 638 vergers.

A. B.

AHNIF (BOUIRA) : Les citoyens bloquent la RN 5

Dans la journée d'hier, des dizaines de jeunes ont procédé à la fermeture de la RN5 au niveau de la commune d'Ahnif, à 40 km à l'est de Bouira, à l'aide de pneus brûlés, de pierres et de différents branchages.

D'après les informations que nous avons pu recueillir auprès de quelques citoyens de la localité, la colère des jeunes protestataires s'est manifestée après que quatre ex-travailleurs de l'entreprise chinoise Citic-CRCC furent destinataires de convocations à comparaître ce mercredi devant la justice pour une plainte déposée contre eux par leur employeur et datant de plusieurs mois, relative à la fermeture de la base de vie.

Les quatre travailleurs qui sont poursuivis pour des chefs d'inculpation de trouble et d'atteinte au bon fonctionnement de l'entreprise, encourent, selon des indiscretions, des peines d'emprisonnement et des amendes allant de 10 à 20 millions de centimes.

Ayant eu vent de tous ces détails, les quatre travailleurs ont alerté ceux qui exercent toujours au sein de l'entreprise chinoise ainsi que tous ceux qui ont été victimes d'une décision de non-renouvellement de contrat de la part de cette entreprise.

Hier dimanche, des dizaines de jeunes qui s'estiment lésés dans leur droit par Citic-CRCC, ainsi que les quatre travailleurs devant comparaître devant la justice, ont procédé à la fermeture de la RN5 en réclamant le retrait de cette plainte, sans fondement, selon leurs dires.

De leur côté, les travailleurs de cette entreprise chargée de la réalisation du tronçon d'autoroute allant d'El-Adjiba aux frontières avec la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, sur 18 km et dont la base de vie est située dans la commune de M'chedallah, à quelques centaines de mètres du lieu de la manifestation, ont observé un piquet de grève en signe de solidarité avec leurs collègues.

Après cette action de protestation qui a vivement perturbé la circulation sur cet important axe routier, les autorités, dont un responsable de la wilaya, le P/APC et le chef de daïra, se sont déplacées sur les lieux pour écouter les doléances de ces jeunes, alors que les éléments de la gendarmerie présents sur place et qui ne sont pas intervenus pour ne pas envenimer la situation, se sont contentés de dévier la circulation par le CW98 qui passe par M'chedallah et rejoint la RN5 du côté de Bechloul.

Après plusieurs minutes de négociations, les responsables présents sur les lieux ont promis aux protestataires toute l'assistance nécessaire afin de que cette affaire ne connaisse pas une fâcheuse issue.

Vers 14 heures, les protestataires se sont dispersés dans le calme et la route a été rouverte à la circulation.

Y. Y.